

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18439 - 72ÈME ANNÉE

**«Insécurité alimentaire sévère dans le Sud de Madagascar» : l'ONU se mobilise, qu'attendent les responsables politiques de La Réunion ?**

**Madagascar : «nous avons faim !»  
Quelle réponse à La Réunion ?**



Nous avons faim !



Le Comité de solidarité de Madagascar et le Secours populaire français ont mené une mission dans la région touchée. Les images sont dramatiques.

Dans un communiqué diffusé le 1er juin à Madagascar, le système des Nations Unies de Madagascar confirme la gravité de la crise alimentaire dans la Grande île. En raison des conditions climatiques, les récoltes de riz, maïs et manioc étaient déjà en baisse de 65 % par rapport à la moyenne en juin dernier. Au cours des derniers mois, la situation de s'est pas arrangée et l'ONU lance l'alerte. Les responsables politiques de La Réunion vont-ils rester passif devant une des plus graves famines du monde qui se déroule à nos portes ?

Le phénomène El Nino affecte environ 60 millions de personnes dans le monde. Dans la région de l'Afrique australe en particulier ou se trouve Madagascar, 32 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire due à la sécheresse prolongée provoquée par El Nino. Le Sud de Madagascar, en particulier les huit districts qui se trouvent dans la zone structurellement aride (Betioky sud, Ampanihy, Tsihombe, Beloha, Belily, Ambovombe, Amboasary et Taolagnaro), subit les effets d'El Nino depuis septembre 2015. À partir de cette période, la pluviométrie a baissé jusque 25% du niveau normal jusqu'en février 2016, alors que les productions agricoles (riz, maïs, manioc) de juin 2015 étaient déjà en baisse jusqu'à 65% des moyennes observées des cinq dernières années.

### Des vies en danger

Un plan d'assistance humanitaire d'une durée d'un an a été conjointement élaborée par les acteurs humanitaires, sous le leadership du Gouvernement malgache. Ce plan nécessite un financement de 69,9 millions de dollars américains, dont 34,5 millions correspondent à une phase d'urgence aiguë pendant les trois premiers mois jusqu'à la prochaine récolte de juin 2016.

Pour répondre à cette situation, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (UNOCHA) a alloué à travers le Central Emergency Responses Fond (fonds CERF), un montant de 6 millions de dollars américains. Cette allocation fait partie de la réponse du Système des Nations Unies et s'ajoute aux actions déjà en cours. Le fonds CERF a été activé pour combler les besoins financiers du plan de réponse d'un an, mais le fonds vise strictement les activités qui sauvent directement des vies pendant la phase d'urgence aiguë dans les six premiers mois de cette réponse (avril à septembre 2016).

### « Besoins de financement énormes »

Quatre secteurs ont été priorisés: Peau/hygiène/assainissement, la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire. Six districts où le taux d'insécurité alimentaire sévère est le plus élevé, à savoir Ampanihy, Be-

loha, Tsihombe, Bekily, Ambovombe et Arnboasary, et 32 communes dans ces districts, où la prévalence de la malnutrition aiguë dépasse les seuils d'intervention humanitaire, en sont bénéficiaires. Le fonds a été réparti entre ces secteurs et a été mis à la disposition de cinq Agences du Système des Nations Unies, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Ces agences mettront en œuvre les activités planifiées conjointement avec les Ministères concernés et les ONG. Par ailleurs, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) vient d'allouer des

ressources additionnelles en vue d'accompagner le plan de réponse humanitaire à travers le développement d'un plan de relèvement pour le moyen terme, le renforcement des capacités du BNGRC dans les régions affectées ainsi que la réactivation du Système d'alerte précoce.

Les besoins de financement restent énormes. Sous la direction du Coordonnateur résident, le Système des Nations Unies continue de mobiliser des ressources additionnelles pour accompagner les efforts du Gouvernement malgache dans la mise en œuvre de la réponse nationale, dans l'objectif de combler les besoins financiers immédiats et ceux nécessaires à la phase de post-urgence aiguë.»

### L'OMS certifie que la transmission du virus de la mère à l'enfant n'existe plus dans ce pays

## « La Thaïlande a montré au monde que le VIH peut être vaincu »

**Une volonté politique forte et durable, une couverture maladie universelle garantissant l'accès des plus pauvres et des immigrés aux soins et la place de la lutte contre le VIH au coeur des politiques de santé publique ont permis à la Thaïlande d'être le premier pays de la région Asie-Pacifique à recevoir le certificat de l'OMS reconnaissant que la transmission de la mère à l'enfant du VIH et de la syphilis n'existent plus.**

La Thaïlande a officiellement réussi à éliminer la transmission de la mère à l'enfant de deux virus : le HIV et la syphilis.

La Thaïlande est le premier pays de la région Asie-Pacifique, ainsi que le premier touché par une grande épidémie de HIV, qui pourra avoir une génération sans SIDA. Le ministre de la Santé de la Thaïlande a reçu le certificat de l'OMS ce 7 juin lors d'une cérémonie qui a eu lieu à New-York, à la veille d'une assemblée générale de l'ONU dédiée à la lutte contre le SIDA.

« C'est un résultat remarquable pour un pays où des milliers de personnes vivent avec le HIV. La Thaïlande s'est engagée à placer la lutte contre la transmission mère-enfant du HIV et de la syphilis au coeur de la santé publique », a dit en substance le Dr Poonam Khetrapal Singh, directeur de l'OMS pour la région du Sud-Ouest de l'Asie. « La Thaïlande a montré au monde que le VIH peut être vaincu ».

« La Thaïlande a changé les vies de milliers de femmes et d'enfants touchés par le VIH, a dit Michel Sidibé, directeur d'ONUSIDA. « Les progrès de la Thaïlande montrent ce qui peut être accompli quand la science et la médecine sont soutenue par un engagement politique durable ».

Selon les autorités sanitaires thaïlandaises, entre 2000 et 2014, le nombre annuel de femmes nouvellement atteintes par le VIH est passé de 15.000 à 1.900, soit une baisse de 87 % . La couverture maladie universelle assure les services de santé essentiels pour les riches et les pauvres. L'engagement du pays à un accès équitable aux soins a permis que les citoyens thaïlandais et les immigrés soient couverts par les traitements contre le HIV.

Ce succès pionnier de la Thaïlande démontre combien les pays peuvent réussir à changer la donne quand de bonnes politiques sont mises en avant par des engagements de haut niveau. L'OMS, l'ONUSIDA et l'UNICEF continueront à travailler avec les autres pays de la région pour reproduire ailleurs le succès de la Thaïlande.

## Édito

# La Journée mondiale des océans et La Réunion

**C**e 8 juin, la Journée mondiale des océans se tient dans un contexte très tendu. Dans le message qu'il a adressé à l'occasion de cet événement, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU rappelle que la santé des océans est décisive pour la vie sur Terre. « Ils régulent le climat et rendent de nombreux services, dont les ressources naturelles, la nourriture et des emplois pour des millions de personnes ». Malheureusement, cette réalité se heurte à la course au profit toujours plus grande.

« Surpêche, pêche illégale, captures accidentelles... Pendant des siècles, l'humanité a agi comme si mers et océans étaient des ressources inépuisables capables de nous nourrir et de se régénérer à l'infini, mais il n'en est rien », écrit le WWF qui constate que « dans le monde, 90 % des stocks de poissons sont surexploités ou exploités à leur maximum, les captures accidentelles représentent 40 % des volumes de pêche globaux, 12 à 28 % des prises mondiales proviennent de la pêche illégale. De nombreuses solutions existent pour réduire les pressions exercées sur les océans. Il est urgent de les mettre en œuvre ! ».

Entourée par les océans, La Réunion est directement concernée par les conséquences de la course aux profits. En effet, l'utilisation massive du pétrole et du charbon depuis 150 ans a de graves répercussions dans l'atmosphère. Cela favorise le réchauffement climatique et la hausse de la température de l'océan. Pour notre île, cela a notamment deux conséquences : la montée du niveau de la mer et la mort des coraux.

En effet, au moment où se déroule la Journée mondiale des océans, l'Arctique pourrait être une mer totalement libre de glace pour la première fois depuis 100.000 ans. L'important réchauffement des régions polaires fait également fondre les glaciers sur les continents. Leurs eaux se déversent dans la mer, ce qui augmente son volume.

Récemment, l'IFRECOR, Initiative française pour les récifs coralliens, a tenu son assemblée à La Réunion. Cela a permis de souligner que dans notre île, la hausse de la température de l'océan a de lourdes conséquences. C'est le blanchissement des coraux. Ce phénomène peut conduire à la mort d'un récif. Ceux de Saint-Gilles et de Saint-Leu sont les plus atteints. Si le corail meurt, alors la barrière qui protège les lagons ne se renouvelle plus. La production de sable cesse. Les plages sont alors menacées de disparaître.

Or, la contribution visible de La Réunion à la Journée mondiale des océans, c'est d'augmenter sa contribution au changement climatique en arrêtant le chantier du tram-train et de construire une route en mer qui s'attaque à la biodiversité. Il est urgent d'arrêter de jouer avec le feu et de prendre en compte enfin la réalité du monde auquel La Réunion appartient.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Solidarité réunionnaise avec les Vietnamiens victimes de l'Agent Orange

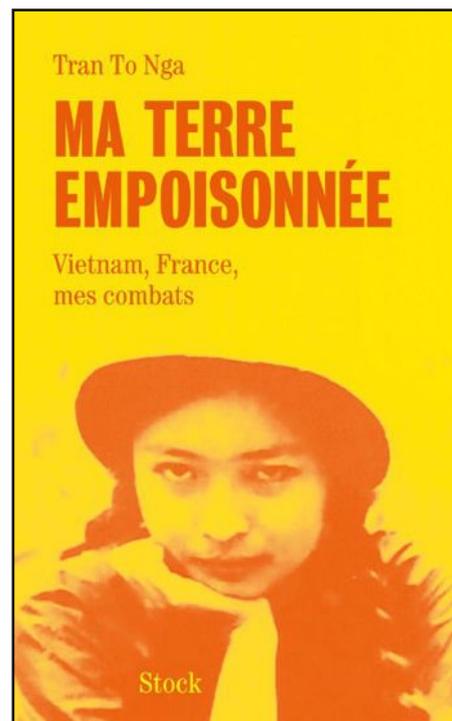
# Une rencontre émouvante avec Mme Nga, qui demande justice pour les victimes d'un crime contre l'humanité



Mme Tran To Nga et Ho Hai Quang lors du débat qui a suivi la projection du film "Agent Orange, une bombe à retardement".

Ce mardi 7 juin, à la Faculté de Droit au Moufia, plusieurs dizaines de personnes ont répondu à l'invitation de l'association réunionnaise Orange DiHoxyn, présidée par l'universitaire et artiste Ho Hai Quang, à une seconde rencontre avec Mme Tran To Nga, qui poursuit en justice les sociétés chimiques qui ont fourni des défoliants à l'armée des Etats-Unis pendant la guerre au Vietnam. Un combat d'autant plus important que ces défoliants ont fait plus de 4 millions de victimes, dont les descendants souffrent encore aujourd'hui de graves maladies et handicaps. Cette rencontre a commencé par la projection d'un film documentaire très intéressant, réalisé par Orchidées et par Orange DiHoxyn, intitulé : "Agent Orange, une bombe à

retardement". Dans ce film, le public a pu voir de nombreux témoins bouleversants qui ont vécu cette tragédie lors des bombardements et dont les descendants sont toujours victimes plus de 40 ans après. Les nombreux citoyens vietnamiens — comme Mme Tran To Nga — et citoyens du monde qui se battent pour faire indemniser les victimes de l'Agent Orange afin d'assurer leur survie ont besoin de la solidarité réunionnaise et internationale. C'est le sens qu'ont donné les participants à cette rencontre, parmi lesquels on a remarqué la présence de plusieurs personnalités comme par exemple Mgr Gilbert Aubry, l'évêque de La Réunion, Bruno Bourgeon, président de l'Association Initiatives Dionysiennes, et Ary Yée-Chong-Tchi-Kan, co-secrétaire général du PCR.



Tran To Nga est actuellement à La Réunion où elle tient une série de conférences pour évoquer les conséquences sur plusieurs générations de l'Agent Orange par l'armée américaine durant la guerre du Vietnam. Elle a tiré de son expérience un livre co-écrit avec Philippe Broussard

À noter que cette rencontre fut aussi l'occasion pour le public d'acheter et de se faire dédicacer le livre très émouvant de Mme Tran To Nga publié sous le titre "Ma terre empoisonnée", où elle raconte les horreurs qu'elle a vécues en tant que combattante vietnamienne pour la libération de son peuple. Des moments très forts à revivre ce mercredi à 18h dans l'amphi Olympe de Gouges au Campus universitaire du Tampon et lors du concert de soutien qui aura lieu le jeudi 9 juin à partir de 20h au Théâtre Sous les Arbres (Le Port).

**Correspondant**

## Bilan et perspectives après 3 mois de luttes

# Appel de la CGT à amplifier la mobilisation contre la loi travail

Dans un communiqué publié hier, la CGT souligne l'ampleur du mouvement social contre la loi El Khomri qui touche en particulier des secteurs stratégiques dans l'énergie, les transports et la distribution notamment. Le syndicat appelle à amplifier la mobilisation au cours des journées d'actions prévue au cours des 8 prochains jours. Alors que le gouvernement compte sur l'Euro de football masculin pour casser la protestation, les travailleurs continuent de s'organiser pour repousser un projet de régression sociale, qui ramènerait les droits des décennies en arrière. Voici le contenu du communiqué de la CGT.

**A**près plus de 3 mois de lutte, la mobilisation continue cette semaine contre la loi travail.

### Les grèves sont ancrées dans de nombreux secteurs, et notamment

- Les raffineries dont 6 sur 8 entament leur 15<sup>e</sup> jour de grève, notamment Donges avec 80 % de salariés en grève ;
- Le secteur des transports avec la mobilisation des routiers et des transports publics (RATP, RTM...). Suite à la négociation de lundi 6 juin, la grève continue chez les cheminots, ils débattront en assemblée générale des suites à donner au mouvement ;
- L'énergie, avec de nombreuses actions de passage en heures creuses pour les usagers et de grève, notamment à EDF, RTE ; par exemple, sur les sites de Noisy-Le-Sec et Villeneuve-La-Garenne ;
- 8 sites de traitement des ordures et déchets ménagères sont en grève, dont celui de la TIRU (Paris 13<sup>e</sup>) depuis 8 jours ;
- Amazon où, malgré la répression syndicale, 3 des 4 sites français sont en grève ;
- Les portuaires seront en grève 24 heures le 9 juin et arrêteront de faire des heures supplémentaires et « shift » (plages horaires de travail) exceptionnels à compter du 6 juin ;
- Une mobilisation qui s'ancre et s'élargit dans le privé avec des modalités d'action diverses : des actions reconductibles dans de

nombreuses entreprises de l'agroalimentaire (Nestlé 56, Haribo Perrier 30, Jacquet 63, Tabac Le Havre...) des métaux (LME 59, Iveco Annonay 07, Peugeot Mulhouse...), du commerce (Intermarché, Leclerc 31), du verre (Verralia...)...

— Le 7 juin, une action est prévue à l'Aéroport de Roissy et regroupera des centaines de grévistes de l'ensemble des entreprises sous-traitantes

### La semaine sera marquée par plusieurs temps forts

— Chaque jour, des grèves, débrayages, blocages, barrages filtrants, occupations sont organisés, et notamment les 8 et 9 juin, avec de nombreuses initiatives et manifestations en territoire ; celle de Paris aura lieu le 9 avec un départ à 13.30 place d'Italie.

— Le 9 juin, avec des mobilisations des retraités sur tout le territoire, à l'appel d'une intersyndicale (CGT, FO, CFTC, CFE CGC, FSU, Solidaires).

### La votation citoyenne sur la loi travail s'étend

Plus de 400 lieux de votation sont recensés pour cette semaine sur le site [votationtravail.fr](http://votationtravail.fr). Dans les entreprises et lieux de vie, la votation permet d'étendre la mobilisation à toute la population. Les jeunes, privé-es d'emploi, retraités, salarié-es et notamment les ingénieurs, cadres et techniciens

pourront ainsi débattre de la loi travail et de ses dangers, donner leur avis, exiger son retrait et de nouveaux droits.

La CGT dénonce la stratégie de radicalisation et de refus du dialogue du gouvernement et du patronat. La CGT est d'accord avec François Hollande, à une nuance près : « il faut savoir arrêter une grève... quand on a obtenu satisfaction » ! Pour permettre à la France d'organiser un bel Euro, la CGT réitère l'appel adressé par l'intersyndicale par courrier au Président de la République, le 20 mai : il y a urgence à ce que les organisations soient entendues et reçues sur leurs revendications et exigences !

La journée de grève et de manifestation nationale à Paris du 14 juin se prépare avec force et l'ancrage des luttes démontre la détermination des salarié-es à gagner sur leurs revendications. La CGT appelle les salarié-es à continuer et amplifier la mobilisation sous toutes ses formes pour obtenir le retrait de la loi travail et de ses dangers et pour gagner de nouveaux droits avec un code du travail du XXI<sup>e</sup> siècle.

Montreuil, le 7 juin 2016

# Oté

## Zis in pti réglaz dé B 787 a s'ki paré !

*Matant zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité,  
Mi pans ou devé t'ète vèr avèk la ont, ansanm la kolèr, kan zot bann de rouj la aprann mésyé didier-an pèrsonne-la parti mla-ba dann l'amérik pou ramenn in l'aviyon flanban nèv, an arandan ké lo dézyèm i ariv. Biensir zot lété pa d'dan, mé nana kant mèm soisann-dis pti kolon-moun bien - La Rényon la gingn fèr lo déplasman é tout lo komantèr an bète zot i pé fèr i sèrv ar pa de riyin : Air Austral la nyabou ashète dé l'aviyon an nik Baya é zot i vé zot i vé pa, lé parèy. Tok ! Pran sa pou toi !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz toujours la boush rouvèr, i parétre l'amour i rann sour épi avèg ; Dann out ka sé lo tro d'amour pou Didier l'aprè rann aou konmsa. Konm di lo kont : sé pi d'lamour sé d'la raj. Pou kosa mi di sa ? Pars figir aou matant so bann l'aviyon, pèrsonne i vé pa ; li lé tro lour, li boir tro l'ésans, li lé fèb késtyonn distans : i fo li fé La Rényon Pari an dé kou. Daouar pou sa li va fé sinplemen Mayotte-Pari-Mayotte. Arzout ék sa son motèr i tonm an pane tazantan : i di par inn solman mé konm i di zamé inn sann dé. Alor oi in pé sak i pé arivé ? Moin pèrsonèl li trap ar pa moin, mi pé dira ou. Par l'fète, ou i koné l'avion Mayotte Pari l'a pa dékolé ? I paré li la pa sort La Rényon pou alé Mayotte. Li dévé dékol lannmin, é robotote li la pa dékolé non pli. Zis in pti réglaz pou fé a s'ki paré !... Mi pans in pé i kroi nou la tyé kouyon pou prann son plas ! Tok ! Pran sa po ou !*

**Justin**

**Avèk in koshon i fé pa in shoal de kours - In kozman po la rout**

Sa lé bien vré : in koshon sé in koshon é in shoal sé in shoal. I pé pétète fé in koshon d'kours – dann l'androi demoun i roganiz la kours koshon !- mé pa in shoal de kours ; lo sans prop lé fasil pou konète, mél o sans figiré ? In zour moin la antann in amontrèr apré di in kamarad l'ékol lo kozman nou l amark an-o la. Marmaye-la la pléré é l'amontrèr la di ali, li lé zis bon pou ète in sonyèr d'koshon. Pétète sé sa ké li la fé kan li la kite l'ékol mé la pa in mové métyé apré tout provi ké li nourri son om. Mé kan in moun i di aou sa, sa i doi done aou l'anvi amontr ali kosa ou i gingn fé avèk la volonté ; ni rotrov pli dvan !